

Questionnaire sur l'utilisation de la législation, y compris la législation pénale, pour réguler les activités et le travail des défenseurs des droits de l'homme

Il sera très apprécié que les réponses soient brèves. Ces dernières peuvent être présentées sous forme de liste résumée.

Si les organisations non-gouvernementales le souhaitent, leur identité restera confidentielle (seul le pays dans lequel elles opèrent sera mentionné). En outre, elles ont seulement à répondre aux questions qui sont pertinentes quant à leur travail, et elles peuvent envoyer des informations relatives à la situation d'autres défenseurs.

1.	<p>a) S'il vous plaît, veuillez indiquer si votre pays possède un cadre juridique, des lois ou des réglementations spécifiques qui visent à faciliter ou à protéger les activités et le travail des défenseurs des droits de l'homme. Veuillez citer les noms de chaque loi ou réglementation en entier.</p> <p>b) Veuillez indiquer comment ces lois et réglementations sont compatibles avec les normes internationales relatives aux droits de l'homme, y compris la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme mais sans s'y limiter.</p> <p>c) Veuillez indiquer également quelles garanties juridiques ou administratives ont été mises en place afin de prévenir des actions juridiques sans fondement contre des défenseurs des droits de l'homme pour avoir mené leurs activités légitimes, ou que ces derniers fassent l'objet de poursuites judiciaires.</p>
2.	<p>a) Veuillez décrire les mesures prises (le cas échéant) afin de garantir que les lois relatives à la sécurité nationale de votre pays (y compris les lois sur l'ordre public, la sécurité publique, le respect de la morale, et les lois contre le terrorisme) ne soient pas utilisées pour restreindre de manière excessive l'étendue des activités des défenseurs des droits de l'homme.</p> <p>b) Veuillez également indiquer en particulier comment ces lois relatives à la sécurité nationale respectent le droit à la liberté d'expression et d'opinion.</p>
3.	<p>a) Veuillez décrire les mesures prises (le cas échéant) afin de garantir que les dispositions du code pénal, ou d'autres lois nationales, ne soient pas ambiguës ou trop générales pour permettre leur utilisation arbitraire, et de cette façon, restreindre les activités des défenseurs des droits de l'homme.</p> <p>b) Veuillez indiquer quelles garanties juridiques ou administratives ont été mises en place afin de s'assurer que les défenseurs des droits de l'homme ne fassent pas l'objet de discrimination dans l'administration de la justice, que ce soit par l'octroi de peines disproportionnées, la prolongation déraisonnable de procès pénaux ou autres, ou par tout autre moyen.</p>
4.	<p>a) Veuillez indiquer si votre pays possède des lois ou des réglementations administratives spécifiques régissant l'enregistrement, le fonctionnement</p>

	<p>et le financement des organisations non-gouvernementales. Veuillez citer les noms de chaque loi ou réglementation en entier.</p> <p>b) Veuillez expliquer comment ces dispositions juridiques ou administratives sont compatibles avec les obligations internationales de votre pays en matière des droits de l'homme relatives au droit à la liberté d'association.</p>
5.	<p>a) Y a-t-il des sanctions pénales ou d'autres sanctions juridiques ou administratives s'appliquant aux défenseurs des droits de l'homme qui entreprennent des activités individuellement ou alors que l'organisation dont ils sont membres n'est pas enregistrée ?</p> <p>b) Si un tel cadre juridique existe, restreint-il le type d'activités que les défenseurs des droits de l'homme peuvent entreprendre ? Si oui, veuillez fournir des détails.</p>
6.	<p>Veillez indiquer les mesures prises (le cas échéant) afin de garantir que la sécurité intérieure et les lois relatives aux secrets officiels ne soient pas utilisées pour refuser la liberté d'information aux défenseurs des droits de l'homme et pour les poursuivre en justice à cause de leurs efforts de recherche et de diffusion d'informations sur le respect des normes des droits de l'homme.</p>
7.	<p>a) Veuillez indiquer les mesures prises (le cas échéant) afin d'éviter l'utilisation des lois sur la diffamation, la calomnie ou le blasphème pour restreindre de manière excessive le droit à la liberté d'opinion et d'expression des défenseurs des droits de l'homme.</p> <p>b) Comment est-il garanti que ces lois, ainsi que les lois sur l'impression, la publication et la censure, sont conformes aux normes internationales des droits de l'homme et ne cible pas les défenseurs des droits de l'homme qui réalisent leurs activités légitimes ?</p>
8.	<p>Veillez indiquer si d'autres types de législation sont utilisés afin de réguler les activités des défenseurs des droits de l'homme dans votre pays et comment l'application de cette législation affecte les activités des défenseurs des droits de l'homme. Veuillez citer les noms de chaque loi ou réglementation en entier.</p>